

Affaire Bétharram : le RN empêtré dans ses contradictions

À revers de ses discours sur la protection des enfants, le parti d'extrême droite n'a jamais souhaité s'emparer du sujet, pour ménager François Bayrou et l'enseignement catholique, et ne pas s'afficher aux côtés de La France insoumise.

[Mathilde Goanec](#) et [Youmni Kezzouf](#)

8 juillet 2025 à 08h08

Mercredi 25 juin, la commission des affaires culturelles de l'Assemblée nationale se réunit pour un vote important : elle doit adopter le rapport sur les violences faites aux enfants dans les établissements scolaires, issu de la commission d'enquête ouverte à la suite du scandale Notre-Dame-de-Bétharram.

Julien Odoul, député Rassemblement national (RN) et porte-parole du parti d'extrême droite, s'éclipse rapidement de la séance. Il a mieux à faire : il se rend, comme souvent, sur le plateau de l'émission de Jean-Marc Morandini sur CNews. Ce, malgré [la récente condamnation](#) en appel du présentateur à deux ans de prison avec sursis pour corruption de mineurs. Contacté sur ce choix curieux, il n'a pas répondu à nos sollicitations.

Une nouvelle illustration des contradictions d'un parti qui tergiverse et ne sait comment se positionner depuis le début de l'affaire Bétharram. Aussi oscille-t-il entre sa volonté de rester crédible dans sa dénonciation des violences faites aux enfants, et sa crainte de heurter sa clientèle électorale en critiquant l'enseignement privé catholique, l'un des lieux de prédilection de la mise en œuvre de ces violences.



Roger Chudeau et Caroline Parmentier, du Rassemblement national, à l'Assemblée nationale.

© Photos Alexandra Bonnefoy / REA et Alexis Jumeau / Abaca

Le RN a pourtant fait de la protection des enfants un axe fort de sa communication politique. Il a confié le suivi du sujet à la députée Caroline Parmentier, amie de Marine Le Pen, qui se fait discrète depuis [la révélation par Mediapart](#) de ses écrits racistes, homophobes et antisémites. Durant des décennies, le parti d'extrême droite n'a pas hésité à exploiter les affaires de pédocriminalité, notamment pour demander le rétablissement de la peine de mort, point saillant de son programme pendant longtemps.

Lors de la campagne présidentielle de 2022, Marine Le Pen avait publié un livret programmatique de vingt pages dédié à « *la protection de l'enfance* » dans lequel elle s'engageait, en cas d'accession à l'Élysée, à faire « *de la nation la protectrice des enfants* ». « *La maltraitance subie par les enfants est un phénomène peu connu du grand public* », regrettait-elle à l'époque.

Pendant des mois, le groupe RN à l'Assemblée, au diapason de ses soutiens dans la société civile, a également bataillé contre le programme d'éducation à la vie sexuelle et affective proposé [par l'Éducation nationale](#). Il l'a encore fait au nom de la protection des enfants, alors même que ces programmes sont, on le sait, un outil puissant de prévention et de lutte contre les violences sexistes et sexuelles.

Le RN au soutien de François Bayrou

Depuis janvier, Marine Le Pen comme Jordan Bardella sont restés très silencieux sur l'affaire Bétharram, l'un des plus gros scandales de violences éducatives et de pédocriminalité de ces dernières années dans un établissement catholique privé sous contrat. Il a fallu attendre la mi-février pour que le président du RN, répondant à une question de BFMTV sur les deux cents plaintes déposées contre l'établissement, qualifie « *d'extrêmement graves* » les faits commis. Sa seule prise de parole sur le sujet en six mois.

Empêtrés dans leur double désir de ne pas nuire à l'enseignement catholique privé et de n'être pas associés à La France insoumise (LFI), les cadres du parti d'extrême droite ont tout simplement déserté ce dossier pourtant explosif pour le premier ministre, François Bayrou.

« *Ce qui me gêne dans cette histoire Bétharram, c'est qu'on oublie les victimes pour une polémique instrumentalisée par la gauche et l'extrême gauche, qui cherche à faire à la fois le procès des écoles privées [...] et de François Bayrou* », a par exemple avancé le député RN Thomas Ménagé [sur France 2](#) en février, avant d'appeler à « *revenir à la raison* ».

Vous voulez lever le secret de la confession. Vraiment, vous osez tout, c'est presque comique !

Roger Chudeau, député RN

« *C'est vrai qu'on est absent. Parce qu'on n'y comprend rien et qu'on n'a aucun retour de terrain à ce sujet* », confiait [dans Le Monde](#) un cadre du groupe de Marine Le Pen à l'Assemblée, tandis qu'un autre député RN, Jérôme Buisson, se laissait aller à cette réponse : « *Si les parents mettaient leurs enfants dans ces pensionnats, c'était aussi pour qu'ils prennent des claques, et certaines sont méritées. Une gifle, ce n'est pas de la maltraitance.* »

Le député Roger Chudeau, référent du parti sur les questions d'éducation, multiplie sur sa chaîne YouTube les contenus liés à son sujet de prédilection et a même lancé son podcast

« Faire école ». S'il a depuis six mois diffusé des contenus sur le « wokisme », le « lobby LGBT » ou l'« islamo-gauchisme », il s'est abstenu de parler de l'affaire Bétharram. Et n'a pas souhaité répondre aux questions de Mediapart.

Une frilosité qui s'est également traduite tout au long de la commission d'enquête parlementaire, proposée dans la foulée des révélations sur l'implication de François Bayrou dans le scandale. Dès sa création, le RN a traîné des pieds, renvoyant le sujet à un énième épisode de la « guerre scolaire » qui opposerait l'école publique au privé. *« On se croirait en 1905. Vous êtes obsédés par le projet de relancer la guerre scolaire, en ciblant l'enseignement catholique »*, avait déclaré Roger Chudeau lors des débats, visant en particulier le député LFI Paul Vannier.

Quitte à endosser la défense de François Bayrou face à la gauche : *« Votre demande vise en premier lieu à déstabiliser le premier ministre, dont vous avez demandé la démission lors des questions au gouvernement, sans craindre le ridicule. Elle vise, deuxièmement, à désigner l'enseignement catholique comme le responsable de tous les maux de l'enseignement public, qui est devenu tragiquement inefficace. Enfin, et c'est beaucoup plus grave, vous cherchez à masquer par un écran de fumée l'entrisme de l'islamisme radical dans les établissements publics. »*



La rapporteuse de la commission, Violette Spillebout, présente le rapport de la commission parlementaire sur les violences en milieu scolaire à l'Assemblée nationale, le 2 juillet 2025. © Photo Julien de Rosa / AFP

Roger Chudeau n'a changé de ton qu'à l'issue du débat, lorsque la commission des affaires culturelles et de l'éducation a accepté d'élargir les contours de la mission à l'école publique. Alors seulement le député RN s'est-il montré plus allant pour faire la *« lumière sur les actes abjects qui se produisent parfois dans les internats »*.

Le parti d'extrême droite n'a pas non plus brillé par sa présence durant les travaux menés par cette même commission : si Roger Chudeau a bien assisté à quelques auditions, les autres membres du groupe de Marine Le Pen ont surtout fait acte de présence à l'occasion de celle, très médiatique, de François Bayrou.

Quelques mois plus tard, lors du vote du rapport parlementaire consacré aux modalités de contrôle par l'État des établissements scolaires, cette ambivalence a de nouveau émergé. Sur les quatre député·es présent·es (quinze parlementaires RN siègent à la commission des affaires culturelles et de l'éducation, où le groupe de Marine Le Pen est le plus important numériquement), seuls deux ont voté « pour », les deux autres s'abstenant.

[Dossier L'affaire Bayrou-Bétharram 54 articles Autoritaire et passéiste : enquête sur le député qui a dicté le programme « éducation » du RN](#)

25 juin 2024

Ce qui a gêné les élu·es d'extrême droite ? La recommandation portant sur la levée du « secret de la confession » quand il s'agit d'enfants victimes de violences. Le secret de la confession, dont la levée est également recommandée par la Commission indépendante sur les abus sexuels dans l'Église (Ciase), a été qualifié en 2021 par le président de la Conférence des évêques de France, Éric De Moulins-Beaufort, comme « *supérieur aux lois de la République* ». « *Vous voulez lever le secret de la confession. Vraiment, vous osez tout, c'est presque comique !* », s'est exclamé Roger Chudeau au moment de l'adoption du rapport.

Celui-ci a déploré « *un sous-texte* », « *une insistance pesante sur l'enseignement privé diocésain* », et a décrit « *une atmosphère de tribunal populaire, de comité de salut public* » lors de l'audition de François Bayrou. Tout en concédant que « *la commission a permis de lever l'omerta que l'institution scolaire a exercée à propos de ces violences connues de tous mais passées sous silence* ». Bousculer le système, mais pas trop.

[Mathilde Goanec](#) et [Youmni Kezzouf](#)